

ORGANISME CONTRACTANT
- ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL -

**Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale
(CLEISS)
44, rue Armand Carrel
93100 Montreuil**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

PROCÉDURE ADAPTÉE

Objet de la consultation n° 2025-03

NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX DU CLEISS

Date d'établissement : 01/09/2025

SOMMAIRE

	Page
ARTICLE 1 : Parties contractantes	3
ARTICLE 2 : Objet du marché	3
ARTICLE 3 : Régime juridique	3
3.1 : Mode de passation du marché public	3
3.2 : Forme du marché public	3
3.3 : Pièces constitutives du marché	3
ARTICLE 4 : Date d'effet et durée du marché	4
ARTICLE 5 : Main d'œuvre	4
5.1 : Statut du personnel affecté	4
5.2 : Identification du personnel affecté	5
5.3 : Vêtement de travail	5
5.4 : Plan de prévention d'hygiène et de sécurité	5
ARTICLE 6 : Organisation du travail	5
ARTICLE 7 : Mesures particulières de sécurité	6
7.1 : Consignes générales	6
7.2 : Consignes en cas de grèves et d'arrêt de travail	6
ARTICLE 8 : Groupement d'opérateurs économiques	6
8.1 : Présentation en groupement	6
8.2 : Forme imposée à l'attribution du marché	6
8.3 : Mandataire du groupement	6
ARTICLE 9 : Prix du marché	7
9.1 : Contenu du prix	7
9.2 : Prestations dans le cadre du forfait	7
9.3 : Révision des prix	7
9.4 : Clause de sauvegarde et plafonnement de l'évolution des prix	8
ARTICLE 10 : Liquidation des dépenses	8
10.1 : Facturation	8
10.2 : Délai global de paiement	9
10.3 : Modalités de paiement	9
ARTICLE 11 : Taxes	9
ARTICLE 12 : Pénalités	9
ARTICLE 13 : Réfaction et résiliation	10
13.1 : Réfaction	10
13.2 : Résiliation	10
ARTICLE 14 : Clause de réexamen – Modification par avenant	10
ARTICLE 15 : Obligations des parties contractantes	11
15.1 : Obligation du titulaire	11
15.2 : Obligation de l'organisme contractant	11
ARTICLE 16 : Protection des données personnelles (RGPD)	12
ARTICLE 17 : Assurances	12
ARTICLE 18 : Litiges et résolution amiable	12
ARTICLE 19 : Dérogations aux documents généraux	12

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- d'une part, le CLEISS, dont le siège social est situé au 44 rue Armand Carrel, 93100 Montreuil, désigné ci-après par l'expression « l'organisme contractant », lequel est représenté, à la signature de chaque marché et pour tout avenant éventuel, par sa directrice ;
- d'autre part, l'entreprise, titulaire du marché, désignée dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) par l'expression « le Titulaire ».

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la réalisation des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux du CLEISS, en vue d'un commencement d'exécution prévu, à titre indicatif, pour le 2 février 2026.

La description des prestations et leurs spécifications sont détaillées dans le présent C.C.A.P. ainsi que dans le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses annexes.

Le CLEISS se réserve le droit de modifier le périmètre du marché conformément aux articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique relatifs aux clauses de réexamen dans les conditions prévues à l'article 14 du présente C.C.A.P.

ARTICLE 3 : RÉGIME JURIDIQUE

3.1 – Mode de passation du marché public

Le présent marché public est passé selon une procédure adaptée en application des dispositions du Code de la commande publique et notamment des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 et suivants.

3.2 – Forme du marché public

Ce marché est un marché public de services au sens de l'article L1111-4 du Code de la commande publique, conclu à prix forfaitaire conformément à l'article R.2112-6 du même code. Il couvre l'ensemble des prestations récurrentes décrites dans le C.C.T.P. régissant le présent marché.

3.3 – Pièces constitutives du marché

Les pièces qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Le titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses

3.3.1 - Pièces particulières :

- l'Acte d'engagement contenant le cadre de décomposition du prix global forfaitaire ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.);

- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- l'offre technique et ses éventuelles annexes ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les éventuelles clauses de réexamen (« avenants ») postérieurs à la notification du marché.

Les pièces originales mentionnées ci-dessus font seules foi et sont conservées dans les archives du CLEISS.

3.3.2 - Pièces générales :

Sauf dispositions contraires prévues dans les pièces particulières du marché, ce dernier est régi par :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, CCAG-FCS, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n° 0078 du 1 avril 2021) ;
- l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et autres textes administratifs nationaux ou locaux applicables à l'exécution du présent marché, dans la mesure où ils sont d'ordre public ou complètent le silence des autres pièces contractuelles ;
- les réglementations en vigueur relatives au droit du travail dans les conditions fixées à l'article 6 du CCAG-FCS ;

Les documents généraux, bien que non joints au marché, sont réputés connus des parties contractantes, qui leur reconnaissent expressément une valeur contractuelle.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché public est conclu pour une durée d'un an à partir de la date de l'accusé de réception de notification par le titulaire. Il est reconductible trois fois par période de douze mois sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction du marché est tacite. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

En cas de non-reconduction du marché, la décision du CLEISS est notifiée au titulaire avec un préavis de trois mois avant la date d'expiration de la période en cours par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 2 février 2026.

ARTICLE 5 : MAIN D'ŒUVRE

5.1 – Statut du personnel affecté

Le titulaire s'engage à affecter au présent marché du personnel en situation régulière au regard du droit du travail français.

Il lui appartient de s'assurer que l'ensemble des salariés, quelle que soit leur nationalité, affectés à l'exécution du marché, sont autorisés à exercer une activité professionnelle en France pendant toute la durée de leur intervention sur celui-ci.

En cas de contrôle ou de demande de l'acheteur, le titulaire devra être en mesure de produire les justificatifs nécessaires.

5.2 – Identification du personnel affecté

Le titulaire remet au CLEISS la liste nominative des agents affectés au marché, au plus tard le premier jour d'exécution. Cette liste est tenue à jour et transmise en cas de changement d'équipe ou de remplacement, avec mention de l'identité des remplaçants et de la durée du remplacement.

Il doit aussi fournir les justificatifs d'identité nécessaires à la délivrance de badges d'accès, dans le respect des obligations relatives à la protection des données personnelles (RGPD).

Le pouvoir adjudicateur met à disposition des badges de pointage pour le personnel de nettoyage et le responsable d'équipe. En cas de perte d'un badge, le titulaire doit impérativement en informer le CLEISS dans les meilleurs délais.

5.3 – Vêtements de travail

Le titulaire doit doter l'ensemble du personnel affecté à l'exécution du marché de vêtements de travail, et le cas échéant de vêtements de protection, adaptés à la nature des prestations.

Les agents doivent porter ces tenues pendant toute la durée de leur intervention sur site. Aucun agent n'est autorisé à accéder aux locaux ou à y intervenir s'il n'est revêtu de son vêtement de travail ou s'il se présente dans une tenue négligée.

5.4 – Plan de prévention, hygiène et sécurité

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est soumis aux obligations relatives aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans l'établissement par une entreprise extérieure.

ARTICLE 6 : ORGANISATION DU TRAVAIL

Selon la communication formelle de la part du titulaire sortant, le nombre de personnel à reprendre dans le cadre du présent marché est une (1) personne.

L'organisation du travail doit respecter les dispositions suivantes :

Le titulaire affecte de manière permanente un responsable dédié à l'exécution du marché. Ce responsable a pour missions de :

- superviser le bon déroulement des prestations,
- veiller au respect des consignes de travail et du comportement du personnel,
- assurer le suivi et la tenue du cahier de liaison.

La désignation de cette personne responsable doit être effective au plus tard à la date de prise d'effet du présent marché.

ARTICLE 7 : MESURES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ

7.1 – Consignes générales

Le titulaire est tenu d'informer l'ensemble de son personnel, placé sous son autorité, des consignes générales et spécifiques de sécurité applicables au sein de l'établissement.

Ces consignes lui sont communiquées par le CLEISS.

Il doit également s'assurer, par des contrôles réguliers, que ces consignes sont parfaitement comprises et respectées par les agents concernés.

7.2 – Consignes en cas de grève ou d'arrêt de travail

En cas de grève ou d'interruption de travail de son personnel, le titulaire garantit un service minimum, nécessaire au maintien des conditions d'hygiène et de sécurité dans les locaux. Ce service comprendra notamment, pour chaque jour ouvré :

- le nettoyage des blocs sanitaires ;
- le ramassage et l'évacuation des papiers et objets divers dans les bureaux ;
- la collecte et le vidage des poubelles dans les récipients prévus à cet effet.

Le prix de la prestation est ajusté en proportion du service effectivement rendu durant cette période.

ARTICLE 8 : GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

8.1 – Présentation en groupement

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement d'opérateurs économiques, conformément à l'article R. 2142-19 du Code de la commande publique.

Aucune forme de groupement n'est imposée au stade de la candidature. Les groupements peuvent donc être conjoints ou solidaires lors du dépôt de l'offre.

8.2 – Forme imposée à l'attribution du marché

Cependant, en application de l'article R. 2142-22 du Code de la commande publique, si le marché est attribué à un groupement, celui-ci doit impérativement adopter la forme de groupement solidaire au moment de la signature du marché. Cette exigence est justifiée par la nécessité d'assurer une responsabilité solidaire entre les membres du groupement, garantissant ainsi la bonne exécution du marché, la continuité du service, et une plus grande réactivité en cas de difficultés.

En conséquence, en cas d'attribution à un groupement présenté sous une autre forme, ses membres doivent régulariser leur engagement en signant un acte d'engagement en tant que groupement solidaire, sans modification de la composition du groupement ni de son mandataire.

8.3 – Mandataire du groupement

Le groupement désigne un mandataire unique, habilité à représenter l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, notamment pour la signature du marché, la réception des correspondances, et les opérations de paiement.

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour l'exécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHÉ

9.1 – Contenu du prix

Le présent marché est un marché à prix forfaitaire.

Les prix sont révisables, exprimés en euros HT et TTC. Ils sont détaillés dans la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) incluant dans l'acte d'engagement.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Les prix indiqués comprennent l'ensemble des charges nécessaires à l'exécution des prestations, notamment : la main-d'œuvre, les fournitures, les transports, les frais généraux, les charges sociales et fiscales, les taxes diverses, les bénéfices, ainsi que les dépenses liées aux risques d'accidents personnels ou de dommages aux tiers. Aucun supplément, de quelque nature que ce soit, ne pourra être exigé au titre de ces éléments.

Les événements inhabituels survenant au cours de l'exécution du marché, hors cas de force majeure, sont réputés avoir été identifiés et pris en compte par le titulaire. Ils sont considérés comme faisant partie de l'économie du marché, et ne peuvent donner lieu à aucune demande de rémunération supplémentaire.

De même, les interruptions temporaires liées à des aléas mineurs, dès lors qu'elles n'affectent pas significativement l'économie du marché, ne pourront justifier une indemnisation du titulaire.

Avant la remise de son offre, le soumissionnaire doit examiner attentivement l'ensemble des documents du dossier de consultation. Il lui appartient de signaler par écrit au CLEISS toute anomalie, omission ou insuffisance qu'il pourrait relever dans les éléments relatifs à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le titulaire ne peut invoquer une imprécision, erreur, omission ou contradiction dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) pour demander un supplément de prix.

9.2 – Prestations dans le cadre du forfait

L'ensemble des prestations décrites dans le C.C.T.P., quelle que soit leur périodicité, sera inclus dans le prix forfaitaire mensuel fixé dans l'acte d'engagement du Titulaire.

9.3 – Révision des prix

Les prix sont fermes la première année puis révisables annuellement par l'organisme contractant au cours du mois de l'anniversaire de la notification d'attribution du marché en application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) * (S/S_o)$$

dans laquelle :

P(n) = prix révisé HT ;

P_o = prix initial HT indiqué dans l'acte d'engagement ;

S = dernière valeur définitive de l'indice (INSEE) des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage - Prix de

base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766397 – publiée à la date précédant celle d’anniversaire de la notification d’attribution du marché, à l’exclusion, donc, des valeurs provisoires ;

So = dernière valeur définitive du même indice publiée à la date de la notification d’attribution du marché, qui sera indiquée dans le courrier de notification, à l’exclusion, donc, des valeurs provisoires.

Les indices sont consultables sur le site de l’INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766397#Revision>

Le coefficient de la révision, obtenu par cette formule, est arrondi au millième supérieur.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l’indice de référence (série arrêtée), les parties conviennent :

- d’adopter l’indice de remplacement publié,
- si aucun indice de remplacement n’est publié, de choisir les Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage de bureaux - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766781 – comme indice similaire.

Les nouveaux prix entrent en application à compter du premier jour du mois suivant chaque révision.

9.4 – Clause de sauvegarde et plafonnement de l’évolution des prix

L’évolution des prix, résultant de l’application de la formule de révision mentionnée à l’article 9.3, ne pourra excéder une moyenne annuelle de 5 % sur la durée totale du marché, sauf circonstances exceptionnelles.

En cas d’événements imprévisibles ou de circonstances exceptionnelles postérieures ayant pour effet de bouleverser l’équilibre économique du contrat au détriment manifeste de l’une des parties, celles-ci s’engagent à se concerter afin d’envisager une adaptation raisonnable des conditions financières du marché.

Cette clause s’applique sans préjudice des dispositions du Code de la commande publique relatives à la révision des prix, à la force majeure, à l’imprévision ou aux modifications par avenant.

ARTICLE 10 : LIQUIDATION DES DÉPENSES

10.1 – Facturation

La facturation des prestations s’effectue après exécution complète du service.

Les factures sont transmises au CLEISS à l’issue de chaque mois civil, une fois l’ensemble des prestations du mois accomplies.

Pour les prestations récurrentes (entretien courant), la facturation portera sur le montant du forfait mensuel, éventuellement révisé conformément aux dispositions de l’article 8.3. En cas de prestations non réalisées ou non conformes, des réductions (réfactions) pourront être appliquées par le CLEISS.

Les factures sont déposées exclusivement sur le portail Chorus Pro et comporter, en plus des mentions légales obligatoires, les éléments suivants :

Nom et adresse du titulaire ;
Numéro de compte bancaire (IBAN/BIC) ;
Numéro et date du marché ;
Numéro d'engagement juridique ;
Numéro SIRET du CLEISS : 180 035 081 00025 ;
Code service destinataire : Service des factures publiques ;
Désignation détaillée des prestations exécutées ;

Montant HT des prestations ;
Taux et montant de la TVA ;
Montant total TTC ;
Date d'émission de la facture.

Le paiement est effectué par virement bancaire, après certification du service fait et validation de la facture, conformément aux règles de la comptabilité publique.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire. Seule la personne du mandataire est habilitée à présenter la demande de paiement à l'organisme contractant.

10.2 : Délai global de paiement

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve que le service soit constaté comme fait.

À l'issue de ce délai, des intérêts moratoires sont dus de plein droit.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

10.3 – Modalités de paiement

Les sommes dues au titre du présent marché seront réglées par mandat administratif, par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire, sur présentation d'un relevé d'identité bancaire (RIB) transmis préalablement.

L'unité monétaire du marché est l'euro (€).

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder, le cas échéant, à des compensations sur les montants dus, notamment en cas de pénalités contractuelles ou de réfections.

ARTICLE 11 : TAXES

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'exécution des prestations.

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS

En cas de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles, les pénalités suivantes pourront être appliquées, sans mise en demeure préalable :

100 € par jour ouvrable de retard, en cas de non-respect des fréquences d'exécution prévues à l'article 5 du CCTP.

200 € par incident, en cas d'exécution partielle ou de non-exécution d'une prestation (ex. : absence de consommables sanitaires, locaux non nettoyés).

200 € par jour et par agent absent, en cas d'absence non signalée ou non justifiée acceptée par le CLEISS.

Ces pénalités sont cumulables, dans la limite d'un plafond fixé à 10 % du montant annuel hors taxes du marché.

En cas de faute grave du titulaire, le plafond mentionné ci-dessus ne s'applique pas, et le CLEISS se réserve le droit d'engager une procédure de résiliation du marché.

ARTICLE 13 : RÉFACTION ET RÉSILIATION

13.1 - Réfaction

En cas de non-exécution partielle ou totale des prestations, le CLEISS pourra appliquer une réfaction correspondant à la valeur des prestations non réalisées.

Cette réfaction sera déduite par précompte sur les sommes dues au titulaire.

13.2 - Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 14 : CLAUSES DE RÉEXAMEN – MODIFICATIONS PAR AVENANT

En cas de circonstances modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché et qui n'auraient pu être raisonnablement prévues lors de sa passation, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de ces circonstances.

Le présent marché peut faire l'objet de modifications par avenant signé par les deux parties, dans les cas limitativement énumérés ci-après :

- L'augmentation ou la diminution des surfaces à entretenir ou de la fréquence des prestations ;
- L'ajout, le retrait ou l'adaptation de prestations non prévues au CCTP mais en lien direct avec l'objet du marché (désinfection renforcée, nettoyage ponctuel, extension de périmètre...) ;
- La modification significative des plages horaires d'intervention ou des contraintes d'accès nécessitant une réorganisation du personnel ;
- L'ajustement de la date de fin du marché, en cas de modification de la date de démarrage.

En cas d'ajustement des dates, la durée totale d'exécution du marché ne pourra excéder celle initialement prévue lors de sa passation.

Les ajustements de prix seront effectués, lorsque cela est possible, par référence aux prix figurant dans la DPGF. À défaut, ils feront l'objet d'une négociation contradictoire entre les parties.

Dans tous les cas, ces modifications ne doivent ni bouleverser l'économie générale du marché, ni en modifier la nature, au sens de l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 15 : OBLITATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

15.1 – Obligation du titulaire :

- Obligation de résultat :

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat en termes de délais, de coûts et de qualité pour toutes les prestations qui lui incombent.

En conséquence, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires pour effectuer sa prestation dans des conditions de qualité conformes aux exigences définies dans les documents de consultation.

- Obligations à l'égard du personnel

Les prestations doivent être exécutées dans le respect des lois et règlements en vigueur, notamment ceux régissant la durée et la sécurité au travail, la protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et d'emploi de la main d'œuvre étrangère.

Le CLEISS se réserve le droit, à tout moment de l'exécution du marché, de récuser par demande motivée les membres du personnel du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations. Le Titulaire devra alors procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'Administration, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41.

- Obligations concernant la reprise du personnel

Le Titulaire soumis à l'obligation de reprise du personnel en application d'une convention collective, est tenu de communiquer les informations relatives au personnel à reprendre sur demande du CLEISS en fin de marché.

- Obligation de conseil et d'information

De manière générale, le Titulaire doit informer l'établissement des difficultés qu'il rencontre dans l'exécution du marché, ou des situations qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

- Obligations de confidentialité

Le Titulaire est tenu à une obligation de confidentialité.

Il s'interdit d'utiliser, copier, divulguer ou communiquer à une tierce personne non autorisée par le CLEISS, les documents ou informations dont il aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Cette obligation s'étend à l'ensemble de son personnel et à ses éventuels sous-traitants.

15.2 – Obligations de l'organisme contractant

Le CLEISS doit assurer au titulaire toutes facilités pour l'exécution de ses prestations.

L'établissement s'engage notamment :

- à faciliter l'accès du titulaire aux locaux ,
- à mettre gratuitement à disposition du Titulaire les locaux et/ou espaces nécessaires à la réalisation des prestations et au stockage des matériels et consommables,
- à réparer les dommages de toute nature causés par lui au personnel ou aux biens du Titulaire.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (RGPD)

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'engagent à respecter la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 dit « RGPD ».

Chacune des parties prendra toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir la confidentialité, la sécurité et la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

En cas de recours à un sous-traitant, le titulaire s'assurera que celui-ci respecte également ces obligations.

ARTICLE 17 : ASSURANCES

Le titulaire du marché doit être couvert auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue par un ou des contrats d'assurance en cours de validité le garantissant, lui et ses préposés, pour toutes les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités en cas d'accidents, de dommages et pertes d'exploitation causés par la conduite des prestations ou par les modalités de leur exécution.

C'est ainsi qu'il sera exigé du titulaire l'application de la responsabilité civile illimitée à raison des dommages causés aux personnes et au titre de ses obligations contractuelles.

Une attestation d'assurance indiquant la nature, le montant et la durée des garanties sera jointe dans les 15 jours suivant la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'organisme contractant de toute modification de son ou ses contrats d'assurance.

ARTICLE 18 : LITIGES ET RÉOLUTION AMIABLE

Les parties tenteront d'abord de régler tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché par une procédure amiable telle que prévue par l'article 46 du CCAG-FCS.

La loi française est seule applicable.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Montreuil :

7, rue Catherine Puig,

93558 Montreuil Cedex

Téléphone : 01 49 20 20 00

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

ARTICLE 19 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 12 (pénalités) du présent C.C.A.P. déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 14 (clauses de réexamen) du présent C.C.A.P. déroge à l'article 25 du CCAG-FCS.